

## EVALUATION DES MODES DE GESTION ET RESOLUTION DES DYNAMIQUES CONFLICTUELLES AU TCHAD : ANALYSE HISTORIQUE

Brahim MALLOUM MBODOU<sup>1</sup> et Mahamat IBNI BICHARA<sup>2</sup>

<sup>1</sup>Université du Lac Tchad, E-mail : [brahimcapa@yahoo.fr](mailto:brahimcapa@yahoo.fr)

<sup>2</sup>Ecole Normale Supérieure de N'Djaména  
[ibnibicharamahamat@gmail.com](mailto:ibnibicharamahamat@gmail.com)

### Résumé

Les acteurs de la vie publique du Tchad consacrent de plus en plus les moyens, le temps et leur énergie aux initiatives de l'intégration sociale et aux stratégies de gestion des conflits, il est essentiel de pouvoir prouver l'efficacité de ces opérations. Les partenaires internationaux et les praticiens, ainsi que les personnes affectées par les conflits violents, souhaitent légitimement en savoir ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas et pour quelles raisons. Cette recherche dont l'objectif est d'améliorer notre compréhension des facteurs contribuant de façon positive à la paix, est plus ou moins motivée par le souhait de développer des interventions plus cohérentes, coordonnées et efficaces à tous les niveaux. La particularité de cette partie de l'analyse est de fournir des pistes à ceux qui entreprennent des évaluations, des projets, des programmes et des politiques en faveur de la gestion et résolution des conflits et la construction de la paix sociale. Elle entend aider les décideurs et les praticiens œuvrant dans le domaine de la prévention et règlement des différends à mieux comprendre l'enjeu qui tourne autour de cette pratique. Ensuite, des alternatives crédibles sont formulées afin de renforcer des capacités matérielles tout comme immatérielles pour une bonne politique publique nationale.

**Mots clés :** *Evaluation, mode de gestion, acteurs, conflits, Tchad*

### Evaluating Conflict Management and Resolution Methods in Chad: A Historical Analysis

#### Abstract:

As public actors in Chad increasingly dedicate resources, time, and energy to social integration initiatives and conflict management strategies, it is essential to be able to demonstrate the effectiveness of these operations. International partners and practitioners, as well as those affected by violent conflict, legitimately want to know what works and what doesn't, and why. This research, which aims to improve our understanding of the factors that contribute positively to peace, is largely motivated by the desire to develop more coherent, coordinated, and effective interventions at all levels. The distinctive feature of this part of the analysis is that it provides guidance to those undertaking evaluations, projects, programs, and policies to promote conflict management and resolution and the building of social peace. It intends to help decision-makers and practitioners working in the field of conflict prevention and resolution to better understand the issues surrounding this practice. Next, credible alternatives are formulated to strengthen both tangible and intangible capacities for sound national public policy.

**Keywords:** *Evaluation, management methods, stakeholders, conflicts, Chad*

#### Introduction

L'évaluation historique des dynamiques conflictuelles au Tchad met en exergue l'obsolescence du paradigme de la « gestion » de crise au profit de la nécessité d'une « transformation » des conflits. Les modes de résolution traditionnellement employés ont privilégié la stabilité court-termiste au détriment de la viabilité à long terme de la nation.

Pour rompre définitivement avec cette trajectoire de conflictualité, l'ingénierie de la paix au Tchad doit s'émanciper du partage élitare du pouvoir. Cela requiert une refondation républicaine de l'armée pour garantir sa neutralité sociologique, une dépolitisation rigoureuse de la justice et des

chefferies traditionnelles, et l'instauration d'un mécanisme authentique de justice transitionnelle. C'est à ce prix que l'État tchadien passera d'un espace d'affrontements cycliques à une communauté de destin résiliente.

La plupart des conflits intercommunautaires font rage dans les États fragile ou en voie de développement et ce sont les civils qui paient le plus lourd tribut. Ces conflits armés n'ont pas seulement un coût humain dramatique, mais leurs conséquences sur le développement politique, social et économique sont également très profondes. Globalement, quand un conflit violent s'éclate, c'est tout le développement qui perd pied car ce dernier réduit à néant les bénéfices de l'aide au développement. Les conflits intercommunautaires ne sont alors plus seulement un indicateur de la pauvreté mais bien l'une de ses causes principales. Il est de plus en plus reconnu que l'aide au développement et autres mesures prises par les acteurs publics peuvent renforcer les tensions ou limiter les possibilités de la paix. Pour mieux recadrer les mécanismes en marche, il importe d'analyser les différentes perspectives élaborées par les acteurs centraux et dont les politiques avant de présenter les imperfections liées aux actions publiques de gestion et résolution de ces conflits qui ne cessent d'évoluer. En effet, la question centrale de cette étude porte sur l'évaluation de gestion des conflits au Tchad. Quel est le mode d'évaluation de gestion des conflits au Tchad ? Quel est l'impact de cette évaluation ? L'objectif de cette étude est d'évaluer le rôle de l'État comme acteur principal de gestion et résolution des conflits au Tchad. Pour cette étude, une analyse porte sur le bilan, la gestion et prévention des conflits au Tchad.

### **1. Méthodologie**

Pour analyser la trajectoire historique des modes de gestion des conflits au Tchad, cette étude adopte une approche qualitative ancrée dans la sociologie historique du politique et la socio-anthropologie des violences. L'objectif est de dépasser l'analyse factuelle des crises pour saisir les processus de sédimentation institutionnelle et les logiques d'acteurs sur le temps long. La rigueur de la recherche repose sur une triangulation des données combinant l'analyse documentaire, l'analyse de discours officiels et l'exploitation d'entretiens qualitatifs.

La méthodologie utilisée à consister à la collecte des données recueillies pendant les entretiens avec les acteurs, des partenaires de la gestion, de résolution et de la prévention des conflits. Nous avons eu l'entretien semi-directif : c'est un entretien individuel avec les responsables des projets, les populations, les autorités et toute autre personne susceptible d'enrichir l'analyse. Il y a aussi le Focus group de discussion : c'est une discussion de groupe avec les différentes couches de la population, plus particulièrement les jeunes, les femmes, les personnes vulnérables, etc. enfin, l'observations directes en plus des entretiens, afin de mieux analyser l'évolution des dynamiques. Nos sources proviennent également des documents écrits collectés dans les Centres de documentations et Bibliothèques au Tchad.

### **2. Résultats**

Les résultats obtenus permettent de mettre en relief aussi bien les évolutions en cours que les instruments dans lesquels elles s'enracinent sur le plan opératoire, en envisageant la façon dont des mécanismes s'adapte pour la résolution effective. Considérant que toutes les politiques publiques ambitionnent atteindre les objectifs, de mettre en œuvre des valeurs, et de satisfaire des intérêts, l'analyse de l'efficacité des mécanismes et modes de gestion et résolution des conflits revient à se demander pour quel produit le résultat escompté.

#### **2.1. L'analyse des perspectives gouvernementales mise en œuvre pour une gestion durable des phénomènes conflictuels**

Après la présentation globale des différents modes de gestion et résolution des conflits qui opposent très souvent la communauté des éleveurs aux agriculteurs au Tchad, cette étude se permet de diagnostiquer ces modes afin de rendre compte de leur pertinence et aussi relever quelques imperfections qui s'affichent dans le déroulement de l'action publique. Au premier rang, l'on remarque les actions posées par les acteurs publics dont par l'État et ses auxiliaires à plusieurs niveaux. De ce fait, il importe de rappeler que la justification ultime d'une politique publique réside

dans le traitement d'un problème de société auquel les pouvoirs publics se sentent tenus de faire face. C'est dans le même ordre d'idée que les études de l'administration et politique publique exigent pour toute résolution sérieuse qu'on procède d'abord par l'inscription du problème identifié dans l'agenda. Aussi, apprécier donc la pertinence d'une action publique peu importe la provenance, revient à s'interroger préalablement sur sa raison d'être. Parlant des mécanismes, modes de gestion et résolution des phénomènes conflictuels, les pouvoirs publics n'interviennent pas seulement dans le cadre de la résolution de ces conflits mais aussi pensent à créer des structures dans certaines localités du pays en fonction des besoins exprimés. Ces structures prennent en charge la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique tant voulu par les autorités politiques.

Le lien social étant compris comme « ce qui maintient, entretient une solidarité entre les membres d'une même communauté, comme ce qui permet la vie en commun, comme ce qui lutte en permanence contre les forces de dissolution toujours à l'œuvre dans la communauté humaine » (Mbonda, 2006 : 5). Cependant, les différents modes de gestion et résolution permet d'avoir une idée sur la volonté manifeste des acteurs publics vis-à-vis des conflits sociaux. Les instruments de politique publique ont été déployés sur le terrain afin de mieux gérer les antagonismes sociaux qui déstabilisent l'union de la population. Le gouvernement tchadien et ses partenaires ont conçues et mettre en œuvre des stratégies destinées à faire face aux menaces et insécurités les plus diverses et à contribuer à la prévention des éventuels conflits sociaux. A cet effet, des outils innovants, destinés tant au plan opérationnel qu'analytique ont été proposé, mais restent encore utilisés de façon marginale. Reconnaissant qu'il reste du chemin à faire pour améliorer les activités de construction de la paix et de l'intégration sociale. Les acteurs publics se sont engagés dans la gestion des conflits et ont jugés utile de mettre des moyens d'adaptation relatif à la résolution des conflits intercommunautaires. Les organisations de la société civile travaillent à ce que la mobilisation populaire soit effective dans la gestion de ces phénomènes conflictuels (Mbonda, 2006 : 6).

Les autorités tchadiennes et leurs partenaires travaillant à la gestion et résolution des conflits violents et au soutien de la paix soulignent la nécessité de développer, dans ces domaines, des politiques publiques plus cohérentes et plus coordonnées. A partir des années 1990, alors que l'on tirait les premières leçons d'une vaste évaluation conjointe à l'aide de reconstruction sociopolitique. Suite à une décennie d'une violence sans précédent, certains partenaires continuent de faire pression pour trouver de meilleurs moyens d'empêcher la violence (OCDE, 2010 : 13). En effet, l'une des difficultés propres et remarquables aux actions publiques de gestion des conflits intercommunautaires est le fait que travailler sur les conflits implique des activités très différentes. Elles se déroulent dans des environnements hautement politisés. Au regard du nombre d'opération humanitaire et de développement, il existe relativement peu d'activités consacrées précisément à la prévention des conflits de ce genre et à la construction de la paix. On peut retirer une expérience ou des informations pouvant être prises en compte dans le cadre de cette recherche mise à part les mécanismes précités.

En outre, toutes sortes de variables affectent les dynamiques de la paix et du conflit ainsi que leurs conséquences. Celles-ci ne seront absolument pas transposables telles quelles sont dans un autre environnement touché par des phénomènes conflictuels, même s'il s'agit de la même région du monde (Mbonda, 2006 : 6). Il devient donc difficile de tirer des bonnes pratiques à adopter et il n'est pas aussi évident de savoir si les acteurs publics utilisent les bons objectifs pour ne pas dire les bonnes pratiques de gestion des antagonismes sociaux.

## **2.2. La mobilisation populaire autour des phénomènes conflictuels**

L'évaluation telle qu'évoquer dans ce contexte, permet de mesurer de façon systématique et objective la pertinence, l'efficacité, les effets, la durabilité et l'efficience des interventions faites de toute part. Elle permet de garantir la qualité des politiques publiques, d'identifier les bonnes pratiques et de définir les standards appropriés pour de futures opérations. Une approche plus stratégiques peut être encouragée et renforcée par des évaluations établissant un lien entre les niveaux des programmes, des politiques publiques et projets, entre les gouvernements et entre les

actionnaires. Également des nouveaux instruments destinés à renforcer l'efficacité de l'aide émergent dans les localités touchées par les conflits, les outils et les méthodes d'évaluation évoluent.

La zone de savane est marquée par l'accroissement des populations et du bétail, aussi par une réduction des espaces propices aux activités agricoles et pastorale. Cette dynamique n'est pas sans conséquence sur les rapports sociaux. Auparavant, la compétition entre populations différentes, engagées dans des activités économiques diverses, se résolvait par des règles par les us et coutumes (S. Pabamé, 2010 : 12). De nos jours, les luttes pour la survie offrent moins d'issues pacifiques et prennent même, souvent des formes violentes. Certes dans la plupart des cas, les rapports entre les éleveurs et les agriculteurs sont plus souvent perçus en termes de conflits qu'en termes d'intégration sociale. Mais, la réalité est cependant bien plus complexe que ne le laisserait croire cette entrée par les conflits. Sur le terrain, il y a toute une variété de situation dans un continuum qui va de l'exclusion mutuelle jusqu'à l'intégration, au sens de combinaison spatiale dans l'espace et dans le temps et de synergie technique (Gautier, 2005 : 226). Pour appréhender cette dynamique en cours en zone de savane, une étude a porté sur les éleveurs peuls et ou musulmans installés en campements fixes depuis une trentaine d'années autour d'une forêt classée au sud-ouest du Tchad (S. Pabamé, 2010 : 15).

### **2.3. La figure de certaines catégories socio-professionnelles**

La nature des mécanismes mobilisés par les acteurs publics, de concert avec les leaders communautaires structure encore fortement les imaginaires et la conception des conflits qui se réalisent sur le terrain au Tchad. Le recours à ces mécanismes permettant de résoudre les différends perceptibles aussi bien dans les espaces locaux qu'au niveau national. Des situations conflictuelles les plus courantes aux plus exceptionnelles, les mécanismes traditionnels de gestion des conflits fondés sur une expertise coutumière participent à assurer l'équilibre social. La longue période d'instabilité qu'ont connue les localités du pays a suscité une inflation du discours sur la paix à tous les échelons du corps social et politique (S. Pabamé, 2010 : 16). Les organismes internationaux ont abondamment mis en lumière les initiatives de résolution des conflits, mais par contre, l'Etat tchadien a accordé peu d'attention à certaines actions publiques à des échelons plus locaux pour limiter les effets négatifs de la crise sociopolitique.

Certains observateurs de la société tchadienne ont ainsi estimé que l'implication des chefs traditionnels, avec leur méthode particulière de gestion des conflits, a fortement joué en plusieurs endroits, évitant à la plupart des localités du pays de basculer dans la guerre civile. Les événements de Kouri Bougoudi vers le nord du Tchad ; ceux de Laoukassi, Larmanaye, Leo Mbaya, et autres vers le sud du pays illustrent fortement ces arguments. La grande crise sociopolitique outre alimenté de multiples tensions, transformant en conflit intercommunautaire certaines compétitions autour des ressources foncières. La mobilisation des ressources coutumières propres aux communautés permet de juguler certaines tensions. Les modèles modernes de gestion des conflits se sont ainsi annexées des institutions et des pratiques traditionnelles. Il s'agit dans bien des cas de ces moyens de gestions des conflits qui ont été utilisés autant dans les conflits de groupes que dans les litiges entre particuliers. La position du chef dans la gestion des conflits et les implications des responsables religieux sont très importantes au Tchad.

D'un point de vue historique, les localités représentent l'unité territoriale de base dans les régions. Selon la tradition, la chefferie se transfère de père en fils et le chef est issu d'une génération de guerriers à l'origine de la fondation de ces localités. La notion de lignage est fondamentale dans la désignation de ceux qui exercent traditionnellement le pouvoir politique et économique. Dans un certain nombre de pays, le rôle des chefs locaux a été perpétué par la reconnaissance légale de ces autorités traditionnelles. C'est ainsi que dans des pays comme le Mali ou le Niger, les provinces sont une subdivision administrative de la commune, administrée par les chefs locaux (Pabamé, 2010 : 22). En réalité, aucune portion du territoire n'est en dehors du maillage du pouvoir traditionnel. De manière intéressante, les chefs exercent ainsi un pouvoir hybride, étant à la fois les

représentants de l'administration publique, mais aussi les leaders traditionnels désignés conformément à la coutume.

En effet, les chefs détiennent fréquemment une connaissance particulièrement fine des normes et des valeurs signifiantes aux yeux des communautés sur lesquelles ils exercent un magistère. Tout comme des espaces géographiques, voies d'échange et de communication ; les espaces humains leur témoignant allégeance vu les relations sociales au sein de la communauté ainsi qu'avec les autres groupes sociaux. Ils peuvent à ce titre être mobilisés dans le processus de réconciliation ou de médiation afin de résoudre les différends d'ordres intercommunautaires ou les conflits de proximité. En ce qui concerne spécifiquement la prévention des conflits intercommunautaires, des relations interpersonnelles, propices aux négociations, ont été établies entre les chefs ont pu être mobilisés pour intervenir dans la gestion. Certaines réalités montrent que ces derniers temps, les chefs traditionnels interviennent beaucoup plus dans la gestion des conflits intercommunautaires à vocation politiques, c'est-à-dire des conflits qui ont vu l'implication des acteurs politiques dans sa formulation.

En effet, l'ensemble des acteurs évoqués dans l'analyse relative à la gestion des conflits intercommunautaire jouent un rôle majeur. Les rôles centraux ont été retracés préalablement suivant les activités qui se réalisent sur le terrain. A cet effet, la légitimité de ceux-ci sont reconnus de toutes les communautés, tandis que le caractère ésotérique de leurs activités. Parlant des responsables religieux, il s'agit des imams, des pasteurs, et autres qui interviennent également dans la gestion des phénomènes conflictuels aux côtés des autorités compétentes. Ils s'appuient pratiquement sur la justice coutumière et les lois divines afin de mieux résoudre les situations en place. Conscient de leurs capacités économiques, les commerçants sont parfois impliqués dans les différents modes de gestion des conflits intercommunautaires. Ils sont des associés, des alliés dans diverses communautés et aussi des interprètes ou facilitateurs dans certaines circonstances. Cependant, il apparaît de plus en plus compliqué de tracer la limite entre le droit moderne et le droit traditionnel, leur mode de fonctionnement ou du moins dans la mise en œuvre des politiques publiques de gestion et de résolution des conflits.

Dans la résolution des conflits et la restauration de la paix, ils apparaissent comme des agents privilégiés, du fait de l'immunité dont ils jouissent et de l'ampleur de leurs réseaux de relations. Les gestionnaires des ressources dont la juridiction diffère de celle des chefs traditionnels dans certaines localités, sont traditionnellement impliqués dans la gestion des conflits relatifs au foncier. Il faut dire que ces autorités sont des auxiliaires de l'administration publique.

#### **2.4. Les imperfections identifiées dans la gestion des conflits et des nouvelles alternatives envisageables**

Les conflits entre les autorités traditionnelles et éleveurs sont fréquents. Le ressentiment et la rancœur sont grands dans les communautés d'éleveurs par rapport à l'application de l'échelle des peines et sanctions en cas de dégâts champêtres. Pendant la gestion, les éleveurs pensent que les chefs traditionnels chrétiens qu'ils soient, prennent systématiquement parti des agriculteurs (Gautier, 2005 : 228). Dans beaucoup de cas pensent-ils, que c'est la victime elle-même qui se voit accorder la latitude de fixer unilatéralement acceptée sur les faits de prise en charge de dégâts. Dans la prise de décision, les éleveurs estiment que les sanctions appliquées aux agro-éleveurs sont moins importantes, car à l'inverse les sévices et mauvais traitements infligés à leur bétail sont rarement indemnisés puisque le rapport de force n'est pas en leur faveur. Raison pour laquelle, ils préfèrent se plaindre de fois auprès des autorités de la ville pour espérer être indemnisé aux justes valeurs des dégâts causés sur les animaux. Les nombreux cas portés à notre connaissance montrent qu'en cas de contestation de l'estimation des dégâts c'est l'agriculteur qui a le dernier mot, ce qui a fait dire un éleveur dans certaines localités du pays (Gautier, 2005 : 228).

La justification ultime d'une politique publique réside dans le traitement « d'un problème de société auquel les pouvoirs publics se sentent tenus de faire face ». Une politique sera dite pertinente si ses objectifs explicites sont à la nature du problème qu'elle est censée résoudre.

Apprécier la pertinence d'une action publique revient donc à s'interroger sur sa raison d'être. S'agissant des mécanismes et modes de gestion et résolution des conflits, ils interviennent dans le contexte non seulement de gestion et résolution mais aussi dans la création des structures adaptables dans différentes aires locales. En cette circonstance, sa raison d'être est de créer un lien social, c'est-à-dire rendre possible le vivre ensemble en entraînant la solidarité et la neutralité des forces de désintégration de cette solidarité.

Le lien social étant compris « comme ce qui permet la vie en commun, comme lutte en permanence contre les forces de dissolution toujours à l'œuvre dans la communauté humaine » (Mbonda, 2006 : 14). Les différents mécanismes identifiés participent d'une façon à autre dans la prévention, gestion et résolution des conflits intercommunautaires. Cependant, il ne s'agit pas d'identifier le fonctionnement de ces mécanismes. Mais de bien évaluer leur légitimité, leur opérationnalité, et leur pertinence quant à la satisfaction des besoins et sécurité de la population. Dans le contexte actuel, de l'efficacité de l'appareil administratif et action publique, l'approche retenue s'attache plutôt à mettre en relief aussi bien les évolutions en cours que les instruments dans lesquelles elles s'enracinent, en envisageant la façon dont ces mécanismes sont continuellement adaptés pour répondre aux dynamiques conflictuelles contemporaines.

Etant donné que toute politique publique ambitionne atteindre des objectifs qu'elle s'est préalablement fixés. L'analyse a été essentiellement attardée sur l'efficacité des mécanismes mises en marche afin de contrer tout type de conflit. Cependant, il est possible de détecter l'influence des mécanismes coutumiers dans la gestion et résolution des conflits intercommunautaires. En réalité, c'est le caractère préventif des mécanismes coutumiers qui semble constituer leur principal atout vu ce qui se réalise sur le terrain. Sous cet aspect, les mécanismes traditionnels de gestion des conflits semble se révéler les plus efficace ; ce qui explique leur faible visibilité. Dans cette optique, la constitution des comités des sages, recours à la légalisation islamique ou les us et coutumes exposent des affaires dans la prise de parole des parties prenantes. Parlant des unités administratives, comme instances à user des dispositifs juridiques, contribuent de manière très importante dans la gestion des conflits. Les protagonistes qui ayant fait l'objet d'une contradiction devant les juges coutumiers sont tranchés généralement dans des meilleures conditions ainsi donne de satisfaction au parties, car leur jugement est fondé sur la base des dispositifs à caractère personnel. Il faut donc rappeler que la jurisprudence des autorités administratives constitue un fait en soi car à l'absence d'un dispositif spécifique pour gérer les différends entre les éleveurs et agriculteurs, les autorités administratives organisent à l'arrivée de la saison pluvieuse des séries de conférences débat dans certaines localités du pays.

A cet égard, nous avons noté que le gouverneur Abakar Ramadan a pris le 01 juin 2008, une note circulaire pour l'application sur la transhumance et le nomadisme. L'objet de cette note vise la séquestration et les amendes arbitraires des citoyens. Le texte est libellé comme suit :

« il m'a été rapporté et donné de vérifier que certains agent dits « bénévoles » bénéficiant de la complicité de leur service, se livrent à des exactions dont sévices corporels, amende forfaitaires, séquestrations sur les paisibles citoyens et plus particulièrement sur les nomades. Le nomadisme au Tchad n'est soumis à aucun texte de pâturage pour que les biens soient extorqués à ces pauvres citoyens en déplacement. Le rôle de l'administration est d'assurer la sécurité des biens et des personnes en facilitant la circulation ».

En ce qui concerne l'efficacité de l'administration publique, l'on souhaite que les instructions des gouverneurs qui relèvent de la compétence en matière de police administrative auraient être partagées par toutes les autorités administrative et militaires locales concernées par la mobilité pastorale. Pour des raisons d'information, de sensibilisation et la communication au lieu que l'accent ne soit mis que sur la répression ; bien qu'elle ait pour but d'assurer l'ordre, la tranquillité et la salubrité publiques. Ces fonctions sont reconnues aux maires des villes, gouverneurs des régions, préfets, sous-préfets et leurs adjoints.

Ces initiatives visent d'une part à faire cesser les atteintes ou les troubles à l'ordre public, d'autre part réunir les preuves, retrouver les auteurs des infractions en vue de les traduire devant la justice. Selon le gouverneur Ramadan, « l'administration doit prévenir les conflits entre agriculteurs

et éleveurs car administrer, c'est prévenir avant tout ». Dans son maillage sécuritaire, les différents mécanismes et modes de gestion et de résolution des conflits employés dans cet espace-temps, constituent une véritable amorce de sécurité rurale dans le pays. A cet effet, les crises sécuritaires des années 1987 à 1990 qui accentuent le pays, contribuent à d'énorme évolution d'insécurité dans le monde rural (Pabamé, 2010 : 22). Le détachement des différentes unités militaires et administratives contribue à travers leurs divers apports dans le domaine de la sécurité environnementale et sociale. Les opérations des coupeurs de route, le kidnapping contre rançon, les attaques des *zaraguina* dans le grand sud accentuent et basculent la stabilité du système sécurité dans la perversion de valeur et droit de l'Homme (Gautier 2005 : 229). La justice populaire rendue par chaque communauté est anéantie au profit d'un règlement devant les instances aux instruments reconnus et d'interventions des autorités investies de puissance publique et légitimité collective. Après un accrochage entre les éleveurs et agriculteurs au sud du pays le 14 septembre 2000, les militaires se sont dépêchés sur le terrain de conflits. Ceux-ci font usage du gaz lacrymogène et des tirs de sommation avant de réussir à disperser les belligérants. Toutefois, cette intervention a fait un nombre important de victimes mais pour la plupart des cas, les conflits se gèrent par des procédures d'enquêtes (Mbonda, 2006 : 14).

### 2.5. Les impacts économiques et culturels de gestion des conflits au Tchad

Les impacts économiques et culturels relatifs à la gestion des conflits sociaux, revient à se questionner ces différents mécanismes, leurs buts ultimes, de la prévention, gestion et résolution de conflits. Evaluer l'impact de ces mécanismes suivant les modes consiste à en mesurer les conséquences pour la société ciblée et s'interroger sur leurs caractères bénéfiques. C'est dans ce sillage, que s'inscrit le garant du lien social reposant sur la justice, la stabilité quant à elle fait référence à l'équilibre social. Souvent, au moment du post-conflit, on observe des dégâts collatéraux avec les bilans lourds. Tous ces paramètres rendent faible la rentabilité économique et la productivité, qui exposeront sans cesse la province et le pays dans une situation de vulnérabilité économiques très aiguë. Ces conflits qui perdurent dans cette région gangrèment sans relâche de secteur économique. La situation se complique bien d'avantage avec les biens économiques des agriculteurs et éleveurs détruit. Avec des conséquences redoutables suite à la corruption et l'injustice enregistrées de part et d'autre qui prennent de l'ampleur.

Les rapports de « Doing Business » par le groupe de la Banque Mondiale du 24 octobre 2019 et la 182<sup>e</sup> édition en 2020 (Banque mondiale, 2023 :19). Ceci s'explique par les multiplications des conflits et insécurités qui persistent et la mal gouvernance. Ces éléments peuvent encore être très fatal vu la politique nationale du pays, dans les prochaines évaluations si aucun effort n'est fourni en matière d'instauration de paix et de la sécurité publique afin de promouvoir les investissements. Les impacts évoqués, correspondent aux mécanismes mise en œuvre et peuvent résumer en termes d'harmonie dans les relations interethniques ou communautaires comme véritable laboratoire des tensions qui minent le pays.

Au plan culturel, on peut dire que le Tchad connaît deux communautés aux pratiques culturelles distinctes notamment l'islam et christianisme. Alors l'idéologie de ces cultures sont incompatibles en ce qui concerne la *Dia* dont le droit de sang. Cette pratique est au départ défectueuse à l'égard de la communauté chrétienne que le sang n'a pas de prix et qu'il faut laisser tout à la main de Dieu. Mais au fil du temps avec des luttes incessantes à travers les sensibilisations sur le vivre ensemble, de l'importance de divers modes aux caractères respectifs, les deux communautés arrivent à la table rase et partagent des pratiques inter-coutumiers dans le but de créer de possibilités d'inclusion sociale (Banque mondiale, 2023 :19). De ce fait, dans certains milieux ruraux de la province, plusieurs chrétiens se sont islamisés et d'autre se marient avec les filles musulmanes. Ces relations sont de part et d'autre à la base pour créer une harmonie de solidarité intercommunautaires. Les cérémonies respectivement célébrées dans certaines localités permettent d'intégrer implicitement des perspectives visant à gérer les conflits communautaires.

### 2.6. La formulation des politiques publiques favorables à la cohabitation pacifique

Pour un avenir durable, les conflits intercommunautaires observés dans les différentes localités du pays sont susceptibles d'entraîner davantage vers des conflits toujours généralisés qui impactent le social, l'économie et la politique. Dans le contexte sous régional, la même situation sévit au Nigéria voisin et occasionne la pratique de Secte Boko Haram dans l'Etat de Bornou avant de se généraliser sur le plan national et régional. Nous constatons également cette situation au Cameroun voisin dans sa partie nord avec les antagonismes sociaux. Les conflits agriculteurs et éleveurs sont de fléau régional, ils risquent de prendre la tournure pour devenir une violence qui perdurera longtemps d'après l'analyse des perspectives. Pour remédier à cette situation, la population du sud du Tchad se mobilise sur le terrain afin de proposer des solutions adéquates. Elle est composée des chrétiens et musulmans, pour dire que personne n'est indifférents aux dégâts que causent les conflits intercommunautaires en milieu rural (Banque mondiale, 2023 :22).

L'évolution ou la recrudescence des conflits et l'insécurité en milieux ruraux constituent un vrai danger pour le pays en général et les localités en particulier. Ces conflits sont les véritables sources d'insécurité sociale et économiques. Dans la même lancée, l'on voit considérablement la montée de la pauvreté en milieu rural, elle peut être aussi fatale dans l'avenir comme un véritable facteur qui peut faire germer encore plus des affrontements au Tchad à l'horizon 2030. Dans certaines localités, les situations conflictuelles laissent de plus en plus une marque indélébile marquée par des querelles intestines qui risqueraient déboucher sur les guerres civiles ou encore une guerre tribale. Ces phénomènes marquent souvent des mécontentements collectifs, faisant réagir un certain nombre de groupes. La migration de la population d'une région à une autre fait face à d'énormes difficultés liées au pastoralisme et ressources foncières qui occasionneront plus des affrontements communautaires. Ces conflits risquent de bouleverser l'ordre établi, il y a de cela fort longtemps.

Les perspectives des guerres et conflits en Afrique de manière générale nécessitent une analyse phénoménologique et étiologique de la conflictualité, car ils tirent leur origine dans l'intolérance culturelle qui continue de mettre en péril les différentes sociétés. L'ethnocentrisme et le fondamentalisme religieux, en tant qu'expression des identités radicales ; gouvernent les règles politiques au Tchad en général et les milieux sociaux en particulier. Très souvent, les crises finissent par se débouchées en guerre tribales ou civiles. Ainsi, nous admettons que les mesures d'urgences ne sont pas suffisamment prises par les acteurs publics, la gravité des conflits agropastoraux qui font toujours surface peut atteindre une maturité. Se présentant comme une réalité sociale, les injustices et inégalités, les replis identitaires et le communautarisme qui dominent sont couronnés par plusieurs facteurs qui sont à l'origine de destruction du tissu et de l'équilibre social. L'absence d'un système de gouvernance effective occasionne généralement le vide juridique, et laisse planer les conflits comme le reflet de la mauvaise politique mise en place. Ces éléments engendrent parfois le sort des leaders et entraînent la perte de confiance des citoyens aux instances de gestion et résolution des différends.

En effet, aujourd'hui plusieurs facteurs concordent à expliquer l'éclatement des conflits qui bouleversent les localités du pays, ces mêmes indicateurs compromettent l'avenir politique. L'exclusion du dialogue social, le manque d'une véritable cohabitation pacifique ont des conséquences fâcheuses et désastreuses qui nourrissent les idées rebelles (Banque mondiale, 2023 :25). A cela, s'en suivent les violations des droits de l'homme, les inégalités, la lutte des classes dans les conflits agropastoraux risquent de conduire le pays dans des guerres civiles ou alors des replis identitaires chroniques qui aident à l'alimentation des bandes de rebelles. Il s'agit exactement, de faire une illusion similaire de la perspective politique des dynasties qui profitent des querelles intestines pour asseoir leur pouvoir, mais leur chute était toujours fatale. Les mauvaises conditions de vie de la population, les guerres intestines, l'administration corrompue et autres pratiques qui persistent jusqu'aujourd'hui peuvent être considérées comme des leçons à tirer. En effet, plusieurs facteurs concordent à expliquer à l'éclatement des conflits qui bouleversent les localités du pays, ces mêmes facteurs compromettent l'avenir politique du pays. Le manque de prise en compte de gestion des conflits au niveau étatique, n'a pas cessé de mettre aussi en conflit les différents leaders

politiques tchadiens. Ces élites politiques ressortissants des différentes communautés mènent une politique ethno-régionale en vue de trouver solutions aux conflits.

La montée des conflits et l'insécurité en milieux ruraux constituent un vrai danger pour le pays en général. Ces phénomènes sont les véritables sources d'insécurité sociale et économique. En effet, les réalités du terrain montrent que certaines communautés sont en perpétuelles luttes de classe dans le sens de la théorie marxiste. Les disputes autour des ressources naturelles risquent de déboucher sur une guerre génocidaire avec les interventions musclées de l'armée dans la gestion de ces conflits. Avec un indice de développement faible dans les ménages, et une démographie très élevée, orientent les relations conflictuelles dans le pays.

### Conclusion

Il résulte de cette étude, de montrer l'opérationnalisation de l'intégration communautaire en période post conflit. Cette opérationnalisation occasionne en premier lieu, le renforcement des capacités en matière de gestion et résolution des conflits agro-pastoraux. Cela s'est justifié à travers les actions d'abord de formation en milieu pastoral en suite le renforcement instruments de gestion. Dans le cadre de ce travail, nous avons évoqué deux grands acteurs impliqués dans la résolution des conflits intercommunautaires et aussi le renforcement au niveau local. D'abord, la formation entreprise par l'Etat et ses partenaires dans la gestion de ces conflits. Ensuite, les caravanes de sensibilisation, les associations communautaires, la société civile et bien d'autres associations qui interviennent dans la résolution des conflits intercommunautaires. S'ajoute à cela, le renforcement instruments de gestion, le renforcement sur le plan juridique et climatique. La révision du code pastoral comme facteur majeur pour renforcer la gestion des conflits et aussi l'adaptation des populations civiles aux changements climatiques comme moyen de renforcement. Enfin, il est question de faire l'évaluation de tout ces modes de gestion et dynamique conflictuelle. Aussi, faire le point les différentes perspectives, les moyens et méthodes élaborées par les acteurs étatiques ainsi que les imperfections de ces moyens employés.

### Bibliographie

- BM, 2020 <https://Www.Jeuneafrique.Com/847160/Economie/Apport-Doing-Business-2020-La-Banque-Mondiale-Juge-Difficile-La-Vie-Des-Entreprise-En-Afrique/> Consulté en avril 2026.
- BM, 2020 <https://Francais.Doingbusiness.Org/Content/Dam/Doingbusiness/Mondiale/Media/Factsheets/Db19/Factsheet.Doingbusiness2019ssa.Fr.Pdf> Consulté en avril 2026.
- Eriksson, J. Col., 1996, « Un projet de l'évaluation entreprise par 19 Organismes donateurs bilatéraux dont membre de l'Union Européenne et le Comité d'aide au Développement (CAD), OCDE.
- Gautier, 2005, *Agriculteurs et Eleveurs des savanes d'Afrique centrale : de la coexistence à l'intégration territoriale*, Paris, Espace Géographique.
- Mbondi, 2006, « Crise politiques et refondation politique du lien social : Quelques pistes Philosophiques », <http://Classiques.Uqac.ca/Po-Lien-Social>.
- Pabamé Sougnabe, 2010, « Pastoralisme En Savane Tchadienne : de l'intégration sociale aux conflits d'usages ».